

Ces jeunes royalistes marocains, troupe de choc du pouvoir

lundi 9 décembre 2019, par [MANSOURI Hicham](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2019).

Fondé en plein « printemps arabe », le mouvement marocain « La jeunesse royaliste » est devenu au fil du temps de plus en plus actif aussi bien sur Internet que sur le terrain et compte des sections dans plusieurs pays étrangers. Alors que son action est marquée par la violence, le caractère légal et les sources de financement de l'organisation posent question, de même que l'étrange protection dont elle semble bénéficier de la part du régime.

Apparue dans le contexte du printemps arabe, « La jeunesse royaliste » fait partie de ces mouvements *baltaji* (voyous, à la solde du pouvoir) qui regroupent généralement des délinquants et des repris de justice payés par les régimes autoritaires pour s'opposer par la violence à toutes les formes de contestation politique. Les *baltaji* se livrent à des intimidations contre les manifestants, sabotant les marches de protestation et organisant des contre-manifestations de façon à faire apparaître une division de la société autour de certaines questions politiques et sociales.

Le terme *baltaji* vient du turc *balta*, la hache servant à trancher les arbres. Il désignait à l'origine les fantassins ottomans chargés de préparer l'invasion en coupant les arbres sur la route. Une dénomination qui n'a rien perdu de son caractère symbolique puisque les actions des *baltaji* ouvrent généralement la voie à des campagnes de répression des opposants. Le rôle de ces hommes de main consiste essentiellement à décrédibiliser les mouvements de contestation forts.

S'il est largement répandu dans le monde arabe, le terme de *baltajiya* a également des équivalents qui varient selon les pays : *chabbiha* en Syrie, *balataja* au Yémen, *milichia* en Tunisie, *mourtaziqa* en Libye, *rabbata* au Soudan, *ziran* en Jordanie... Au Maroc, on parle de *ayyacha* (« vivistes ») en référence à l'expression *Ach al-malik* (« Vive le roi ») que les *baltaji* scandent en toutes circonstances.

PRINTEMPS « BALTAJI », AUTOMNE DÉMOCRATIQUE ?

C'est la « bataille des chameaux » du Caire, l'un des épisodes les plus marquants de la révolution égyptienne, qui a mis ce phénomène en lumière. Le 2 février 2011, plusieurs individus armés de couteaux, de gourdins et de pierres avaient agressé les manifestants pour tenter de les déloger de la Place Al-Tahrir qu'ils occupaient depuis le 25 janvier. L'incident avait fait des dizaines de morts et des centaines de blessés.

Dans une vidéo, le président fondateur Mohamed Dali reconnaît que La jeunesse royaliste, créée dès le lendemain des manifestations, est une organisation anti-20 Février. Lancée depuis l'Italie où il vivait alors, sous le nom de « Mouvement de la jeunesse royaliste des Marocains résidant en Italie », celle-ci s'est ensuite élargie et a pris l'appellation de « Mouvement de la jeunesse royaliste des Marocains à l'étranger et au Maroc » en raison des nombreuses demandes d'adhésion en provenance d'autres pays dans le cadre de « l'application des hautes instructions de Sa Majesté le

Roi », explique celui qui se présente sur sa page Facebook comme un « investisseur ». Selon les vidéos de propagande, le mouvement, qui compte plus de 260 sections au Maroc et ailleurs, accueille également des membres d'autres nationalités (Sénégal, Côte d'Ivoire, Égypte, Chine...).

Selon d'autres sources, il aurait été fondé le 10 janvier 2011, soit cinq semaines avant le déclenchement du 20-Février. Si les informations fournies par [le site Le360](#) — proche du pouvoir — sont exactes, cela signifie que les fondateurs ont devancé la rue et anticipé les événements annoncés par les événements alors en cours en Tunisie et en Égypte.

UN BRAS PARAMILITAIRE

Le mouvement de La jeunesse royaliste s'est d'abord illustré en organisant des attaques contre les participants aux manifestations du 20-Février, déclinaison marocaine du printemps démocratique. L'une de ses premières recrues est Amine El-Baroudi, surnommé « l'homme au revolver » depuis la publication d'une vidéo dans laquelle il proférait des menaces en brandissant un revolver. Lors d'une opération menée sous le nom de « révolution des œufs », il avait lancé des œufs sur les militants du 20-Février. Il avait également fait campagne dans la rue pour le « oui à la nouvelle Constitution », s'en prenant aux opposants au référendum. Puis en octobre 2013, armé d'une chaise, il avait déversé des torrents d'injures sur un groupe de jeunes qui s'embrassaient symboliquement devant le Parlement en solidarité avec deux adolescents arrêtés à Nador suite à la diffusion d'une photo les montrant en train d'échanger un baiser. Il y a eu également « l'homme à la hache » qui, dans une vidéo postée sur YouTube, apparaissait armé d'une hache et menaçait de mort les membres du Mouvement du 20-Février, accusant ceux-ci ainsi que Al-Adl Wal-Ihsane (Justice et bienfaisance) et la Gauche unie de vouloir faire tomber le régime pour s'emparer du pouvoir et détruire le pays.

Le même scénario s'est répété lors du [Hirak du Rif](#), en 2016. De nombreuses vidéos montraient ainsi des membres de la Jeunesse royaliste essayant de saboter des rassemblements et des marches de protestation, notamment le sit-in de solidarité avec le mouvement organisé le 28 mai 2017 à Casablanca, auquel participaient des personnalités politiques comme la secrétaire générale du Parti socialiste unifié (PSU) Nabila Mounib. Puis, en juin de la même année, c'est à coups de pierres et d'armes blanches et aux cris de « Vive le roi » et « Mohamed VI est notre seul roi » que des dizaines de Jeunes royalistes avaient agressé les citoyens solidaires du Hirak sur la place Al-Taghyir à Tanger, les accusant de trahir le pays et de servir des agendas séparatistes.

« SI TU DÉPASSES LES LIMITES, TU ES MORT ! »

La violence des Jeunes royalistes est telle qu'elle leur a même valu des accusations de meurtre. Selon la Ligue de l'action communiste, ils auraient ainsi, le 27 octobre 2011, poignardé à mort Kamal El-Hassani, un militant de l'Association nationale des diplômés au chômage du Maroc et du Mouvement du 20-Février à Al-Hoceima. L'organisation a alors été comparée par certains politologues aux groupes d'extrême droite en Europe.

Dans un document écrit visé par l'administration territoriale locale, les membres du mouvement s'engagent à ne pas « trahir le pays et le Roi symbole de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale selon la devise Dieu, la patrie, le Roi », sous peine de perdre leur qualité de membre. Une affiche de propagande officielle montre, sur fond rouge — couleur du drapeau national — et au centre de la devise du royaume, le roi entouré de cinq hommes armés et cagoulés à la manière des commandos, avec la légende : « Ici c'est le Maroc, si tu dépasses les limites, tu es mort ». voir la photo d'illustration

La stratégie numérique de l'organisation repose sur la réaction plutôt que sur l'action, et ses campagnes — qu'elles soient électroniques ou de terrain — sont généralement menées pour contrer

une nouvelle force de contestation ou soutenir une nouvelle orientation du régime (dans la foulée d'un discours royal, par exemple). Les Jeunes royalistes saluent l'action de quatre ou cinq personnalités et déclarent « la guerre » à quiconque ose critiquer celles-ci, qui sont : le roi, son conseiller Fouad Ali El-Himma, le chef des renseignements Abdellatif Hammouchi (directeur général à la fois de la Sûreté nationale et de la Direction de la surveillance du territoire), et le patron des dossiers terroristes Abdelhak Khiam (directeur du Bureau central d'investigation judiciaire,BCIJ), auxquels s'ajoute parfois le milliardaire Aziz Akhannouch, ami du souverain et ministre de l'agriculture depuis 2007.

Pour atteindre ses objectifs de communication, le mouvement base son argumentaire sur le risque de « discorde » (*fitna*) et sur le danger de « l'intervention de l'étranger », rappelant le contexte géopolitique régional et « les ravages » du printemps arabe (« *la dévastation arabe* », selon l'expression d'un membre). « *Voulez-vous que le Maroc devienne une nouvelle Syrie ou une nouvelle Libye ?* », répètent inlassablement les militants, qui s'emploient à présenter une image positive de la monarchie. Ainsi, le chef de l'État ne doit pas être tenu pour responsable des problèmes du pays, dont il n'est d'ailleurs pas toujours au courant, car « *le roi est bien, c'est son entourage qui est mauvais ou corrompu* ».

Soucieux de renforcer son efficacité sur les réseaux sociaux, le mouvement a fait appel à une nouvelle génération d'« influenceurs électroniques » tels Mohamed Sekkaki alias « l'homme à la casquette ». Dans une vidéo publiée sur sa page Facebook, ce dernier justifie son adhésion au mouvement par le fait qu'incarcéré à deux reprises, il a été lâché par tout le monde, excepté la Jeunesse royaliste qui l'a soutenu dans son épreuve en venant en aide à son épouse. « *Dites-lui de s'occuper plutôt de ses affaires, car aucun peuple ne mérite que l'on se sacrifie pour lui* », auraient conseillé les militants à cette dernière.

PHOTOMONTAGES ET CARICATURES

Pour contrer les opposants sur Internet, des campagnes de commentaires des publications « ennemies » sont organisées. Deux objectifs à ces commentaires en *live* : amener l'intervenant à sortir du sujet choisi pour débattre de thèmes marginaux (le plus souvent pour se défendre face aux accusations portées contre lui) et tenter d'influencer l'opinion publique en présentant cet intervenant comme un élément perturbateur dépourvu de soutien populaire. Pour dénoncer les opinions des élites intellectuelles difficiles à affronter sur le plan « idéologique », on recourt plutôt aux photomontages et aux caricatures. En montrant quelqu'un sous les traits d'un voleur portant un sac rempli de dollars américains, on donne le sentiment que « l'implication » de l'intéressé dans une affaire de corruption financière a déjà été révélée par les médias, alors que ces dessins — qui ne sont d'ailleurs pas signés — n'ont jamais été publiés.

Le mouvement cible volontiers les opposants au régime installés à l'étranger et contre lesquels il est difficile d'exercer des représailles. Dans un message particulièrement menaçant, le coordinateur de la Jeunesse royaliste a invité les opposants marocains en Europe à se tenir sur leurs gardes, car son mouvement est « *une armée en civil dont le but suprême est la défense de la monarchie* ». Et d'ajouter : « *Nous mourons pour le Roi. Telle est notre devise. Attendez-nous, nous arrivons* ».

SOUS LES TRAITS DE SATAN

Le journaliste Mohamed Radi Ellili, réfugié en France, fait les frais de ces attaques depuis qu'il a exprimé sa position sur la question du Sahara sur la chaîne France 24, où il est régulièrement invité. Mohamed Chahma, un militant royaliste, a ainsi posté un photomontage du journaliste avec cette phrase : « *Tu mérites qu'on t'écrase, sale petit traître* ». Un autre membre notoire, Abdou Rifi, a de son côté publié sur Facebook le numéro de téléphone personnel du journaliste, ce qui a valu à celui-

ci de recevoir des messages d'insultes et des menaces de viol. Sur plusieurs autres photos, on peut voir Radi Ellili tantôt sous les traits de Satan, tantôt avec un corps de chien, tantôt en bébé emmailloté dans le drapeau du Polisario, ou encore dans des attitudes et des tenues féminines indécentes et dans des situations scabreuses.

L'opposant Tachfine Belkezize, co-fondateur du Mouvement des républicains marocains installé en Italie, a lui aussi été la cible de plusieurs campagnes électroniques, avec notamment une vidéo dans laquelle le président de La Jeunesse royaliste le traite de « *mercenaire envoyé et soutenu par des parties terroristes pour déstabiliser le pays* ».

Aux campagnes de dénigrement et de menaces s'ajoute la pratique du signalement sur Facebook, à laquelle les « trolls » ont recours pour censurer les opinions dérangeantes. Le 23 août 2019, le journaliste et universitaire Saïd Salmi, qui réside en France, a ainsi vu son compte bloqué quelques heures seulement après avoir partagé et commenté un article de l'hebdomadaire *L'Express* sur le divorce du roi Mohamed VI et de la princesse Selma. S'il est difficile d'identifier la source de l'attaque, on sait toutefois comment les « armées électroniques » de certains régimes exploitent une « faille juridique » dans les conditions d'utilisation de Facebook (au nombre desquelles figure par exemple l'engagement à ne pas tenir de discours haineux et à ne pas inciter à la violence). La société, qui compte d'innombrables utilisateurs de par le monde, est en effet incapable de vérifier que la totalité des publications est conforme à ses conditions, et elle a donc mis en place un système de signalements permettant aux internautes de l'alerter sur des contenus incitant à la violence. Lorsqu'un contenu fait l'objet de nombreux signalements — ce qu'il est facile de faire dans un but malveillant —, Facebook lance une mise en garde automatique contre la publication ou le compte concerné en attendant de vérifier le bien-fondé de ces signalements.

UN MOUVEMENT LIÉ AU PALAIS ?

Si la date de création du mouvement fait l'objet d'informations contradictoires, le plus ancien document disponible fait en tout cas état d'un renouvellement du bureau à la date du 21 juin 2012. On se demande comment les autorités ont pu approuver la constitution d'une association qui se livre à des actes de provocation et de violence et qui, dès le départ, s'est fixé pour objectif de « *lutter contre tous les mouvements, fronts, agendas, instances et voix portant atteinte à l'identité du peuple marocain et à ses institutions sacrées* », alors que la loi relative aux associations prévoit la dissolution de toute instance « *incitant à organiser des manifestations de rue armées* ». Comment ont-elles pu délivrer un récépissé reconnaissant la légalité d'un mouvement dont l'intitulé fait expressément référence à la monarchie ? Ces interrogations prennent toute leur pertinence lorsque l'on songe que des citoyens ont été condamnés et emprisonnés pour le seul fait d'avoir utilisé le portrait du roi, ou même de membres de la famille royale, pour leur photo de profil Facebook. En 2008, le jeune ingénieur Fouad Mourtada avait ainsi été condamné à trois ans de réclusion pour avoir « usurpé l'identité » du prince Rachid.

Curieusement, le récépissé de dépôt du dossier de déclaration du mouvement royaliste porte le cachet du préfet de la province de Hay Hassani, M'hamed Guerdouh, alors que ce sont habituellement le caïd ou le pacha qui signent ce type de document. Dans le cas présent, les agents d'autorité concernés ont probablement préféré ne pas prendre eux-mêmes la décision de signer ou non le document et décidé de suivre la voie hiérarchique en transmettant celui-ci à leur supérieur direct.

La Jeunesse royaliste, qui s'enorgueillit de ses relations avec le Palais, présente ses membres comme « *les fidèles serviteurs du trône* », tandis que le président affirme agir « *sur les Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi* ». Ses activités sont menées au nom de « *Sa Majesté le Roi, que Dieu Le glorifie et L'assiste* », et le règlement intérieur parle explicitement de l'existence d'une « *coordination avec*

le Cabinet royal » et de sa mission de « *contribution, avec ses différentes composantes, à l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) initiée sous le patronage de Sa Majesté le Roi, que Dieu Le glorifie et L'assiste* ». La devise du royaume figure systématiquement sur l'en-tête des documents, et l'organisation se flatte publiquement de jouir du « *haut patronage de Sa Majesté le Roi* », un soutien qui exige l'aval du cabinet royal et pour lequel les acteurs culturels, artistiques et sportifs se bousculent, surtout parce qu'il facilite l'obtention de financements et d'aide des autorités locales pour l'organisation des manifestations. Plusieurs associations nationales d'importance se sont vu refuser ce soutien, y compris celles qui avaient à leur tête d'éminentes personnalités politiques comme El Habib Choubani lorsqu'il était ministre chargé des relations avec le Parlement et, avant lui, l'ancien ministre de la communication Mustapha El-Khalfi.

Au vu de la passivité du parquet face à la diffusion de vidéos de menaces, des moyens logistiques octroyés — portraits du souverain, drapeaux, financement du déplacement de centaines de personnes depuis différentes villes pour participer aux manifestations, et même de voyages en Europe pour certains membres —, des interventions des responsables sur les médias officiels (télévision nationale), et enfin de cette proximité avec le pouvoir, on peut affirmer que le régime, s'il n'est pas derrière l'organisation, est du moins satisfait de celle-ci et la soutient, y compris dans ses actions violentes. « *Il n'y a pas de mal à ce qu'une autre jeunesse soit d'accord avec la plus haute autorité du pays et prête à défendre cette position sur la voie publique* », écrit ainsi ce journal proche du régime.

DES FEMMES CAGOULÉES QUI SE PRÉSENTENT COMME « LES FILLES DE HASSAN II »

Dès le début, la vision stratégique a fait l'objet de querelles au sein du mouvement. Au-delà du conflit sur la légitimité de sa fondation et des dissensions internes — qui ont conduit à une rixe entre le président et une militante, accusée par celui-ci de « *travailler pour le compte de l'Algérie* » —, on a également assisté à un changement de nom : le « Mouvement de la jeunesse royaliste » est en effet devenu le « Mouvement des Marocains de la Constitution » en raison de « *l'instrumentalisation de ce nom à des fins de profit et de chantage en contradiction avec les principes fondateurs* », selon les termes du communiqué de presse publié par le mouvement. L'appellation première a cependant rapidement ressurgi et l'organisation est apparue sous des noms différents, notamment « Mouvement de la Jeunesse royaliste pour les Marocains de l'intérieur et de l'étranger ». De même, de la matrice du mouvement ont surgi plusieurs autres formations : l'« Association amour de la patrie avant tout », le « Mouvement international pour la communication et l'information », et la « Légion des cagoulées », un groupe de femmes masquées qui se présentent également comme « Les Filles de Hassan II ».

En dépit des moyens matériels et logistiques dont il bénéficie, le mouvement fait preuve d'un amateurisme certain. Le communiqué condamnant l'incendie du drapeau national le 26 octobre 2019 à Paris, lors d'une marche commémorant le décès de Mohsine Fikri, est ainsi rédigé dans un français très approximatif. Adressé au ministère français de l'intérieur, il débute par « *Cher la terroriste français* » (sic) et s'achève sur la formule « *Veillez agréer monsieur mes expression distinguée* » (sic). Suit la signature du président, qui se présente comme « *le serviteur des Portes chérifiennes* ». L'affaire a valu au mouvement une avalanche de railleries sur les réseaux sociaux.

Si le mouvement a réussi, lors de certaines étapes politiques et sociales délicates (Mouvement du 20 Février, Hirak du Rif,...) à brouiller les cartes et à rendre momentanément service au régime (notamment grâce à sa capacité de mobilisation), ses procédés pourraient toutefois s'avérer contre-productifs. D'abord en encourageant la multiplication d'organisations du même acabit qui tentent de vendre leurs services au régime et peuvent pour ce faire recourir au chantage. Ensuite en révélant certaines cartes de propagande utilisées par le régime. En orientant enfin le débat vers des questions qui n'avaient jamais été posées de façon directe et abrupte, comme les dissensions sur la

monarchie, puisqu'aux slogans « *Nous avons un seul roi, Mohamed VI* » et « *Vive le roi* », les contestataires répondent désormais « *Vive le peuple !* »

Hicham Mansouri

Journaliste marocain réfugié politique en France. Cofondateur de l'Association marocaine pour le journalisme d'investigation (AMJI).

Hicham Mansouri

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Orient XXI

https://orientxxi.info/magazine/ces-jeunes-royalistes-marocains-troupe-de-choc-du-pouvoir,3470?var_ajax_redir=1